

Unité départementale du Rhône
69 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRMT

3 Chemin de la Brocardière
69570 Dardilly

Références : UD-R-CTESSP-25-N°336-SP
Code AIOT : 0010600621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement CRMT implanté 3 Chemin de la Brocardière 69139 Dardilly. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRMT
- 3 Chemin de la Brocardière 69139 Dardilly
- Code AIOT : 0010600621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de CRMT est portée sur la recherche et le développement autour du moteur

(essais sur moteur, essais normatifs, développement de kit). Dans les années 1990, les travaux concernaient le diesel mais depuis les années 2000, l'activité est tournée vers le Gaz Naturel de Ville (GNV).

Située au 3 chemin de la Brocardière à Dardilly, la société CRMT est autorisée au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 17 avril 1985 et relève des rubriques suivantes :

- 2931 (Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion) sous le régime de l'autorisation ;
- 2921 (Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle) sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique ;
- 1413 (Installations de remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz, sous pression) sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46-I et II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
5	Tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 17/04/1985, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
6	Compresseur	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/04/1985, article 2 paragraphes §6.1.3, §6.2.1 et §6.2.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever. **Au regard des enjeux et de la persistance de la non-conformité relative aux dispositifs évitant la propagation d'un incendie de l'intérieur des cellules vers l'extérieur, l'Inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires.**

A défaut, l'inspection sera susceptible de proposer à madame la Préfète des mesures de coercitions et de sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p>

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Au regard du caractère substantiel des modifications opérées sur le site depuis l'arrêté préfectoral du 14 avril 1985, l'Inspection a précédemment demandé à l'exploitant de déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale sous 5 mois.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a fait part de difficultés financières pour répondre à la demande de l'Inspection de déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale en 2025.

L'Inspection a indiqué que ce courrier doit être étayé par un argumentaire financier chiffré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit transmettre sous 1 mois à l'Inspection son courrier de demande de report de délai du dépôt du nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale. Ce courrier doit être étayé par un argumentaire financier chiffré.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/1985, article 2 paragraphes §6.1.3, §6.2.1 et §6.2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Paragraphe §6.1.3

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques

à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m² couverts (minimum deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...) ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 N près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables. Un extincteur sera placé à l'extérieur de l'entrée de chaque cellule d'essai. 2 extincteurs à poudre pour 50 kg seront installés dans l'établissement.

Les extincteurs seront placés en des endroit signalés et parfaitement accessibles.

Paragraphe §6.2.1

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité, un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

Paragraphe §6.2.7

Chaque cellule où un moteur est en cours d'essai sera équipée d'un système d'extinction automatique placé au-dessus de l'installation.

Article 4.2 de l'arrêté ministériel du 07/01/2003

[...]. Régulièrement et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas d'incendie. [...]

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection :

- Rapport d'intervention, daté du 28 novembre 2024, relatif au remplacement du BAES n°8 et des vérins pneumatiques ;
 - Rapport de visite de contrôle des BAES du 13 janvier 2025. Ce rapport conclut que l'installation est en état de fonctionnement et conforme à la réglementation ;
 - Rapport de visite de contrôle des installations de désenfumage du 13 janvier 2025. Ce rapport conclut que l'installation est en état de bon fonctionnement.
- Ces rapports n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la visite du 17 septembre 2024, l'exploitant avait transmis à l'Inspection le registre des déchets non-dangereux du site. L'Inspection avait constaté que ce registre n'était pas conforme à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Il manquait notamment le code déchet, le code de traitement, les informations relatives au transporteur et à l'installation de destination.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son registre des déchets non-dangereux. L'Inspection a constaté que l'exploitant a régularisé les non-conformités qui avaient été constatées lors de la visite du 17 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées – Cas général

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 3.5 de l'arrêté ministériel du 07/01/2003

L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan "quantités réceptionnées-quantités délivrées" du gaz naturel ou biogaz détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 19 novembre 2024

La société CRMT (Centre de Recherche en Machines Thermiques), située 3 chemin de la Brocardière à Dardilly, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de se conformer aux dispositions de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003, concernant l'état des matières stockées sur le site et les fiches de données de sécurité des matières dangereuses.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite :

- l'exploitant a confirmé disposer dorénavant de l'intégralité des fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés sur le site. Celles-ci sont stockées sur une plateforme internet (type cloud) accessible par l'ensemble des salariés du site. En cas de sinistre, la mise à disposition de ces éléments nécessite néanmoins l'intervention d'un salarié de la société sans qu'une astreinte ne garantisse la fiabilité de cette mise à disposition. L'Inspection considère par conséquent que l'accès aux services d'incendie et de secours doit être fiabilisé. Sur ce point, l'Inspection considère que l'exploitant doit définir avec la caserne du SDMIS la plus proche de son site, les modalités les plus appropriées pour le SDMIS ;
- l'état des stocks a été mis à jour depuis la dernière visite. Celui-ci se présente sous la forme d'un plan du site associé à des tableaux comportant les types de matières et les quantités. Les matières combustibles autres que les gaz stockés ont bien été intégrées dans le document. De la même manière que pour le FDS, la mise à disposition de ces éléments doit être fiabilisée en lien le SDMIS ;
- l'état des stocks présente les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site. L'exploitant précise que la variabilité des stocks est faible. Seul le stock de bouteilles de gaz est susceptible d'évoluer de manière plus marquée. Ce stockage fait l'objet d'un suivi spécifique sur un fichier dédié. L'Inspection a toutefois constaté que ce fichier est difficilement exploitable par les services d'incendie et de secours, les quantités n'étant pas clairement indiquées, et ce fichier ne répond pas non plus à la définition d'un bilan "quantités réceptionnées-quantités délivrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit se conformer aux exigences de l'article 46 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et l'article 3.5 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2003 en :

- mettant en œuvre des dispositions rendant l'état des stocks et les fiches de données de sécurité facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires ;
- disposant d'un "bilan "quantités réceptionnées-quantités délivrées" du gaz naturel ou biogaz détenus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/1985, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les cellules équipées pour l'essai de moteurs alimentés par des carburants gazeux devront être aménagées de façon à ce que le stockage de gaz soit extérieur à la cellule. Les canalisations de liaison seront équipées de façon à éviter la propagation d'un incendie de l'intérieur de la cellule vers l'extérieur.

Toutes les canalisations de fluides, raccords de liaisons et de branchement seront repérés de façon à permettre l'identification facile du fluide contenu. Les vannes et robinets seront munis d'un indicateur de position et de sens de fonctionnement.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :

- Le repérage des tuyauteries de gaz naturel pour véhicules (GNV) et hydrogène a été amélioré depuis la visite du 17 septembre 2024 mais certains tronçons nécessitent encore d'être repérés (tuyauterie H2 aval détendeur, panneau de distribution CRMT, etc.) ;
- Les tuyauteries de gaz spéciaux ne sont pas correctement repérées ;
- L'indicateur de positionnement et le sens de fonctionnement des vannes sur les tuyauteries de gaz naturel pour véhicules (GNV) et hydrogène n'était toujours pas systématiquement renseignés ;
- Dans la cellule n°8, pouvant fonctionner en gaz naturel ou hydrogène, les alimentations de ces gaz sont équipées d'électrovannes de sécurité, à l'intérieur de la cellule 8 pour le gaz naturel et dans le panneau de contrôle à l'extérieur de la cellule 8 pour l'hydrogène, mais aucun clapet anti-retour n'a été identifié. L'Inspection considère par conséquent que les dispositifs visant à éviter une propagation d'un incendie de l'intérieur des cellules vers l'extérieur sont insuffisants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit se conformer aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1985 en disposant des éléments suivants :

- repérage complet des tuyauteries de gaz naturel pour véhicules (GNV), hydrogène et gaz spéciaux ;
- indication systématique de positionnement et de sens de fonctionnement des vannes sur les tuyauteries de gaz naturel pour véhicules (GNV), hydrogène et gaz spéciaux ;
- dispositifs évitant la propagation d'un incendie de l'intérieur des cellules vers l'extérieur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Compresseur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69

Thème(s) : Autre, Compresseur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Article 2 de l'arrêt préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2024

La société CRMT, située 3 chemin de la Brocardière à DARDILLY, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement en transmettant à l'inspection des installations classées un rapport d'incident dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Afin d'en déterminer les causes, l'exploitant réalisera, dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, une maintenance complète et un diagnostic du compresseur de gaz naturel par une société spécialisée. A l'issue de cette opération, l'exploitant en lien avec cette société spécialisée devra déterminer les causes de l'incident et les mesures à mettre en œuvre pour y remédier de manière définitive. Ces mesures seront mises en place sous 2 mois en application de l'article 47 de l'arrêt ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite:

- l'exploitant a communiqué à l'Inspection son fichier de suivi du compresseur. L'Inspection a constaté, à partir de ce document, que le suivi n'est pas réalisé à une fréquence quotidienne contrairement à ce qui était prévu dans les conclusions de la fiche d'incident précitée. Aussi, le document précise les rajouts d'huile dans le compresseur sans savoir si ces rajouts sont systématiquement associés à des purges. Le suivi des purges n'est pas clairement indiqué. Le suivi du compresseur ne fait pas l'objet d'une procédure associée ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier quelles ont été les vannes de purges supplémentaires installées sur le réseau et leur intérêt par rapport à la problématique de purge identifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit :

- mettre en place une procédure et un suivi quotidien du compresseur en cohérence avec les conclusions de la fiche relative à l'incident du 17 septembre 2024 ;
- justifier quelles ont été les vannes de purges supplémentaires installées sur le réseau et leur intérêt par rapport à la problématique de purge identifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois